



La crise de la mer Noire s'enlise; l'Iran fait face à la menace grandissante des États-Unis et de l'OTAN

Par [Rick Rozoff](#)

Mondialisation.ca, 27 septembre 2009

Stop NATO 27 septembre 2009

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [L'IRAN](#)



Alors que Washington annonce, en paroles et en gestes, qu'il planifie d'éventuelles frappes militaires contre l'Iran, la tension monte sur la mer Noire avec la menace d'un autre conflit entre les États-Unis, la Géorgie, État client de l'OTAN, et la Russie.

Le 9 septembre on pouvait lire dans le New York Times qu'« un an à peine après qu'ils sont allés en guerre, la tension croissante entre la Russie et la Géorgie concernant des droits de visite dans une région séparatiste de la Géorgie a créé un nouveau théâtre potentiel pour un conflit [1] ». L'article faisait référence à la récente saisie de plusieurs navires par la Géorgie au large des côtes abkhazes de la mer Noire, apparemment 23 au total cette année.

Le président de l'Abkhazie Sergei Bagapsh a ordonné à la marine de son pays de confronter et, si cela s'avère nécessaire, de couler les navires de la marine et de la garde côtière de la Géorgie en réaction à la saisie forcée de navires civils en eaux neutres par cette dernière, en appelant ces actions par leur nom - piraterie. La marine et la garde côtière géorgiennes sont entraînées par les États-Unis et l'OTAN.

Le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a souligné les dangers inhérents aux récentes provocations de la Géorgie en prévenant « [q]u'elles risquent d'aggraver la situation militaire et politique dans la région et pourraient résulter en de sérieux incidents armés [2]. »

Le 15 septembre la Russie annonçait que ses gardes frontaliers détiendront tous les navires violant les frontières maritimes de l'Abkhazie [...] [3] »

La Russie aurait non seulement le droit, mais serait dans l'obligation de fournir une telle aide à l'Abkhazie voisine puisque « [s]elon les traités d'assistance mutuelle signés en novembre dernier, la Russie s'est engagée aider l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud à protéger leurs frontières et les signataires se sont accordé le droit d'établir des bases militaires sur leurs territoires respectifs [4] ».

En tentant d'exécuter un blocus maritime contre l'Abkhazie, l'actuel régime géorgien de Mikheil Saakashvili est tout à fait conscient que la Russie est tenue de réagir en raison du traité et de ses intérêts nationaux - la Cour pénale internationale prévoit inclure cette année les blocus des ports et des côtes dans sa liste d'actes de guerre [5]. Ayant subi une cuisante défaite lors de sa dernière escarmouche avec la Russie, la guerre de cinq jours en août l'an

dernier, Tbilissi ne risquerait jamais de poser des gestes comme elle le fait actuellement sans le soutien des États-Unis et de l'OTAN.

Des jours après la fin de la guerre de 2008, l'ancien sénateur étatsunien et actuel vice-président Joseph Biden a pris un vol pour la capitale géorgienne afin de promettre 1 milliard de dollars d'aide au pays, faisant de la Géorgie le troisième plus important bénéficiaire de l'aide étrangère étatsunienne après l'Égypte et Israël.

Des navires de guerre des États-Unis et de l'OTAN ont afflué sur la mer Noire en août 2008 et des navires étatsuniens ont visité les villes portuaires géorgiennes de Batoumi et Poti pour livrer ce que Washington a décrit comme étant de l'aide civile. Des sources russes soupçonnaient toutefois que ces navires contenaient de l'équipement militaire destiné à remplacer celui perdu dans le conflit.

Moins d'un mois après la fin de la guerre, l'OTAN a envoyé une délégation en Géorgie pour « évaluer les dommages faits aux infrastructures militaires à la suite d'une guerre de cinq jours entre Moscou et Tbilissi [...] [6] ».

Lors d'une rencontre en décembre, les ministres des affaires étrangères de l'OTAN ont convenu d'un Programme national annuel pour la Géorgie et au cours du même mois Washington a annoncé la création de la Charte de partenariat stratégique américano-géorgienne.

Cette semaine, une délégation d'importants experts de l'OTAN en défense et en logistique s'est rendue en Géorgie le 9 septembre « pour promouvoir le développement des Forces armées géorgiennes [7] ». Le 14 septembre, des représentants officiels de haut rang du George C. Marshall European Center for Security Studies des États-Unis sont arrivés au quartier général du ministère de la Défense géorgien « afin d'étudier des questions de coordination interdépartementale dans la gestion du secteur de la sécurité et de la révision de la sécurité nationale [8]. »

L'intégration militaire continue par le Pentagone et l'OTAN de la Géorgie et l'Azerbaïdjan voisin, qui a également une frontière avec l'Iran, est intégralement liée aux plans militaires d'ensemble en mer Noire et dans tout le Caucase et, de manière encore plus sinistre, aux projets conjoints de guerre contre l'Iran. Par ailleurs l'Université Georgetown de Washington sera l'hôte d'une conférence le 18 septembre sur le partenariat stratégique entre les États-Unis et l'Azerbaïdjan : Les critères bilatéraux et régionaux.

Déjà en 2007, des reportages à ce sujet ont fait surface dans les réseaux d'information bulgare et roumain. Novinite (Sofia News Agency) rapportait que le Pentagone « pourrait utiliser ses deux bases aériennes en Bulgarie ainsi qu'une base aérienne sur la côte roumaine de la mer Noire pour lancer une attaque contre l'Iran [...] [9].

Il s'agit des bases aériennes de Bezmer et de Graf Ignatievo en Bulgarie et de celle de Mihail Kogalniceanu près de la ville roumaine de Constanza sur la mer Noire.

Le Pentagone a en tout sept nouvelles bases en Bulgarie et en Roumanie, et en plus du stationnement d'avions de guerre, F-15, F-16 et A-10 Thunderbolts, il a de 3000 à 5000 troupes déployées dans les deux pays en tout temps. Washington a également établi les quartiers généraux permanents de sa Force opérationnelle interarmées Est (FOIE) à la base aérienne de Mihail Kogalniceanu en Roumanie.

Un site web du gouvernement étatsunien donne les détails suivants à propos de la Force opérationnelle interarmées Est :

« Toutes les opérations d'entraînement de l'Armée et des Forces aériennes des États-Unis en Roumanie et en Bulgarie seront sous le commandement de la FOIE, laquelle est commandée par le USEUCOM [Commandement des forces des États-Unis en Europe]. Située en Roumanie et en Bulgarie, la FOIE comprendra un petit quartier général permanent (en Roumanie) composé d'environ 100 à 300 employés qui superviseront les rotations des unités de l'Armée étatsunienne de la taille d'une brigade, ainsi que les déploiements de troupes dédiées au maniement d'armes des Forces armées étatsuniennes (Weapons Training Deployments, WTD). L'accès aux installations de formation aériennes et terrestres roumaines et bulgares donnera l'opportunité aux forces de la FOIE de s'entraîner et d'interagir avec les forces militaires à travers la zone entière de 92 pays sous la responsabilité de l'USEUCOM. Les Forces terrestres des États-Unis en Europe (USAREUR) et les Forces de l'armée de l'air des États-Unis en Europe (USAFE) sont impliquées activement dans l'établissement de la FOIE [10]. »

Les quatre bases militaires en Roumanie et les trois bases en Bulgarie auxquelles le Pentagone et l'OTAN ont obtenu un accès indéterminé depuis que les deux pays ont été incorporés à l'OTAN en 2004 permettent des opérations d'ensemble : des déploiements d'infanterie dans la zone et en direction des cibles afghane et irakienne, des pistes pour les bombardiers et les avions de combat à réaction, des convenances de carénage pour les navires de guerre des États-Unis et de l'OTAN incluant des croiseurs Aegis équipés de missiles intercepteurs, des terrains d'entraînement pour les forces spéciales occidentales et les forces armées étrangères s'intégrant à l'OTAN.

S'ajoutant aux bases et aux troupes fournies par la Turquie et la Géorgie – et dans le futur par l'Ukraine – les sites bulgares et roumains sont une composante intégrante des projets des États-Unis et de leurs alliés de transformer la mer Noire en territoire de l'OTAN. Seul le littoral russe ne serait pas contrôlé par l'Alliance, ainsi que celui de l'Abkhazie récemment indépendante, ce qui rend le contrôle de ce pays si essentiel.

La semaine dernière le ministre roumain de la Défense a annoncé l'intention de son pays d'acquérir entre 48 et 54 avions de combat à réaction de nouvelle génération – des F-16 et des F-35 étatsunien ont été mentionnés – dans le cadre d'« une nouvelle stratégie d'acquisition d'avions polyvalents, ce qui signifie d'abord l'achat d'avions pour procéder à la transition vers la cinquième génération d'équipement, dans les 10 à 12 prochaines années [11] ».

Avec le récent changement de gouvernement dans l'ancienne république soviétique de Moldavie, dans la foulée de la violente « révolution Twitter » en avril, le nouveau speaker parlementaire Mihai Ghimpu a parlé ouvertement de la fusion du pays avec la Roumanie voisine, c'est-à-dire de son absorption par cette dernière. La Transnistrie [République moldave de Transnistrie] s'est séparée de la Moldavie en 1990 justement en raison du danger d'être intégrée à la Roumanie. Des combats ont suivi, lesquels ont coûté la vie à quelque 1500 personnes.

La Roumanie est maintenant membre de l'OTAN. Si une guerre civile éclatait en Moldavie et/ou que le combat s'intensifiait entre la Moldavie et la Transnistrie, et que la Roumanie envoyait des troupes — ce qui presque certain – l'OTAN peut invoquer la clause militaire de son Traité, l'Article 5, pour intervenir. La Transnistrie compte 1200 Gardiens de la paix

russes.

Le voisin de la Transnistrie à l'est est l'Ukraine, liée à la Moldavie par l'alliance GUAM concoctée par les États-Unis (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie), laquelle collabore à l'exécution d'un blocus contre la Transnistrie. Le président ukrainien Viktor Yushchenko, dont la popularité est actuellement dans les monochiffres, est déterminé à entraîner son pays dans l'OTAN à l'encontre d'une opposition nationale massive et l'on peut compter sur lui pour attaquer la Transnistrie à l'est si un conflit éclatait.

Une source d'information moldave a cité la semaine dernière un leader de l'opposition émettant ce terrible avertissement :

« Les minorités ethniques de Moldavie sont formellement contre une union avec la Roumanie.

Si nous, qui ne sommes pas d'ethnie moldave, devons défendre le statut d'État de la Moldavie, nous trouverons alors de puissants alliés en dehors de la Moldavie, incluant la Russie. Avec elle, l'Ukraine, la Turquie et la Bulgarie seraient impliquées dans cette bataille. L'année dernière nous avons tous été témoins de la façon dont la Russie a défendu les intérêts de ses ressortissants en Ossétie du Sud et en Abkhazie. Pourquoi croirait-on qu'en cas de guerre civile en Moldavie, la Russie regarderait tout bonnement ses ressortissants mourir? Notre tâche est de prévenir de tels développements [12]. »

En effet, toutes les régions de la mer Noire et du Caucase pourraient s'enflammer si les mandataires occidentaux du GUAM lançaient une attaque sur n'importe quel des soi-disant pays des conflits gelés, soit la Géorgie sur l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, l'Azerbaïdjan sur le Nagorny-Karabagh et la Moldavie et l'Ukraine sur la Transnistrie. Il se pourrait que les quatre pays soient attaqués simultanément et à l'unisson.

Une attaque contre l'Iran, qui possède une frontière commune avec l'Azerbaïdjan et l'Arménie, offrirait cette opportunité. Cette dernière étant la protectrice du Nagorny-Karabagh deviendrait immédiatement belligérante si l'Azerbaïdjan entamait des hostilités militaires contre le Karabagh.

Le 15 septembre les reportages révélaient que le Bipartisan Policy Center à Washington, DC, fondé en 2007 par l'ancien leader de la majorité au Sénat Howard Baker, Tom Daschle, Bob Dole et George Mitchell, a publié un rapport indiquant en partie que « si des sanctions rigoureuses ne poussent pas la République islamique à démontrer de la sincérité dans les négociations et à abandonner ses activités d'enrichissement [d'uranium], la Maison-Blanche devra commencer à envisager sérieusement l'option d'une frappe militaire menée par les États-Unis contre les installations nucléaires iraniennes [13] ».

Les auteurs du rapport sont Charles Robb, ancien sénateur démocrate de Virginie, Daniel Coats, ancien sénateur républicain de l'Indiana et le général à la retraite Charles Wald, ancien commandant adjoint du Commandement des forces des États-Unis en Europe.

L'Iran aurait 60 jours pour essentiellement abandonner son programme électronucléaire civil. S'il ne capitule pas, l'administration Obama devrait « se préparer de façon manifeste à toute option militaire [incluant] le déploiement d'un groupe aéronaval additionnel au large des eaux iraniennes et à la conduite d'exercices conjoints avec les alliés des États-Unis [14] ».

Le principal réacteur nucléaire iranien est en construction à Bushehr et serait une cible principale de toute attaque de missile ou de tout bombardement de la part des États-Unis et d'Israël. En 2006, 3700 experts et techniciens russes, et leurs familles, vivaient dans les environs de ces installations.

Depuis les huit dernières années, on présume que les États-Unis lanceraient une attaque militaire contre l'Iran d'un porte-avion stationné dans le golfe Persique et qu'Israël le ferait à l'aide de bombardiers à longue portée en survolant l'Irak et la Turquie.

Durant cette période, les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont également gagné l'accès aux bases aériennes en Irak, en Afghanistan et au Pakistan (au Baloutchistan, aux frontières de l'Iran) au Kirghizstan et au Tadjikistan, en plus des bases qu'ils possèdent déjà en Turquie.

Washington et Bruxelles ont aussi étendu leur présence militaire en Bulgarie, en Géorgie et en Roumanie sur la mer Noire, ainsi qu'en Azerbaïdjan sur la mer Caspienne, au long de la frontière nord-est de l'Iran.

Des plans d'agression militaire massive contre l'Iran pourraient alors comprendre des frappes aériennes et des frappes de missiles provenant d'endroits bien plus près du pays que ce que l'on soupçonnait auparavant.

La American Defense Security Cooperation Agency a annoncé la semaine dernière qu'elle prévoyait fournir à la Turquie, le seul pays membre de l'OTAN à avoir une frontière commune avec l'Iran, des missiles intercepteurs de théâtre, à savoir la version améliorée à plus grande portée des PAC-3 (Patriot Advance Capability-3), d'une valeur de près de 8 milliards de dollars. Le projet comprend la livraison de presque 300 missiles Patriot destinés à être déployés dans 12 postes de commandement en Turquie.

En juin, le gouvernement turc a confirmé que les avions AWACS (système aéroporté d'alerte et de contrôle) de l'OTAN seraient déployés dans la province turque de Konya.

La dernière fois que des missiles Patriot et des AWACS ont été envoyés en Turquie, c'était à la fin de 2002 et au début de 2003, pour la préparation de l'invasion de l'Irak.

Le 15 septembre, le journal des Forces armées étatsuniennes, le Stars and Stripes, a fait paraître un article intitulé « Les forces étatsuniennes et israéliennes testeront la défense antimissiles pendant que l'Iran est dans la tourmente » (U.S., Israeli forces to test missile defense while Iran simmers). L'article comprenait ces détails sur les jeux de guerre biannuels Juniper Cobra :

« Quelque 1000 troupes du Commandement des forces des États-Unis en Europe seront bientôt déployées en Israël pour un exercice de défense antimissiles de grande échelle avec les forces israéliennes.

Cette année, Juniper Cobra se tient en même temps que des préoccupations constantes sur le programme nucléaire iranien, qui fera l'objet de discussions en octobre.

Les troupes étatsuniennes des quatre agences travailleront conjointement avec le même nombre de troupes des forces de la Défense israélienne et participeront à des jeux de guerre simulés par ordinateur [...] Pendant l'exercice Juniper Cobra du mois prochain, diverses technologies de défense antimissiles et de défense aérienne seront testées, y

compris la bande x contrôlée par les États-Unis [15]. »

Le même article nous informait que cet exercice était l'aboutissement d'une montée en puissance qui avait lieu depuis des mois.

« En avril une centaine de troupes basées en Europe ont pris part à un exercice de défense antimissiles incorporant pour la première fois le système de radar étatsunien déployé au pays en octobre 2008. La bande x étatsunienne est destinée à donner à Israël une alerte rapide advenant un lancement de missile de l'Iran.

Depuis près d'un an, une alliance de troupes et d'entrepreneurs étatsuniens gèrent une opération quotidienne de la bande x sur la base aérienne de Nevatim dans le désert de Néguev [16]. »

La même publication révélait deux jours auparavant que le Pentagone a mené la semaine dernière en Allemagne un exercice de contre-insurrection à grande échelle avec la 173e brigade aéroportée et le 12e Combat Aviation Brigade, « le plus important exercice de la sorte jamais effectué par les militaires étatsuniens à l'extérieur des États-Unis [...] [17] ». Les deux unités doivent être déployées respectivement en Afghanistan et en Irak, mais pourraient être déplacées en Iran, si cela s'avérait nécessaire.

Le rôle que les États et clients de l'OTAN situés sur les côtes de la mer Noire pourraient jouer dans un assaut multinational et multi-vectoriel sur l'Iran a été démontré dans la foulée de la guerre russo-géorgienne l'an dernier.

Lors d'une conférence de presse aux quartiers généraux de l'OTAN à Bruxelles il y a un an, l'ambassadeur russe à l'OTAN Dmitry Rogozin « a dit que le renseignement russe avait obtenu de l'information indiquant que l'infrastructure militaire géorgienne pourrait être utilisée pour un soutien logistique des troupes étatsuniennes si elles lançaient une attaque contre l'Iran [18] ».

Rogozin aurait également dit qu'« actuellement l'OTAN s'affaire en Géorgie à restituer sa capacité à surveiller son espace aérien, en d'autres mots, à reconstituer tout le système de localisation et de défense antimissiles détruit par l'artillerie russe ».

« [La restitution des systèmes de surveillance et des bases aériennes en Géorgie] est destinée à un soutien logistique de certaines opérations aériennes de l'Alliance en entier ou des États-Unis en particulier dans cette région. La reconstruction rapide du champ d'aviation et de tous les systèmes prouve qu'une opération aérienne est planifiée contre un autre pays situé non loin de la Géorgie [19]. »

Au début d'octobre l'an dernier, Nikolai Patrushev, secrétaire du Conseil de sécurité russe « a décrit la politique d'augmentation de la présence militaire des États-Unis et de l'OTAN en Europe de l'Est comme une quête de supériorité militaire stratégique sur la Russie.

Le représentant officiel a ajouté que les États-Unis auraient besoin d'alliés dans la région si le pays décidait d'attaquer l'Iran [20] ».

Patrushev a affirmé : « S'ils décident d'attaquer l'Iran avec des missiles et des bombes, les États-Unis auront besoin d'alliés loyaux. Et si la Géorgie est impliquée dans cette guerre, cela représentera une menace additionnelle pour la sécurité nationale de la Russie [21]. »

Plus tard en octobre dernier, un site web azerbaïdjanais rapportait que 100 avions à réaction de l'Armée de l'air iranienne faisaient des exercices près de la frontière du pays et que « des sources militaires des États-Unis avaient signalé que des territoires en Azerbaïdjan et en Géorgie pourraient servir à attaquer l'Iran [...] [22] ».

Le journaliste indien Atul Aneja écrivait le même mois dans The Hindu à propos des effets de la guerre russo-géorgienne d'août l'an dernier et donnait cette information :

« Les assertions militaires de la Russie en Géorgie et une démonstration de puissance dans certaines parties de l'Asie de l'Ouest [Moyen-Orient], combinées aux préoccupations politiques et économiques de Washington, semblent avoir anticipé les chances d'une frappe prochaine contre l'Iran.

À la suite des actions de la Russie en Ossétie du Sud et en Abkhazie, le président russe Dimitri Medvedev a reconnu que Moscou était conscient que de sérieux plans d'attaque contre l'Iran étaient sur la table. « Nous savons que certains joueurs prévoient d'attaquer l'Iran. Mais nous nous opposons à toute étape unilatérale et à [une] solution militaire à la crise nucléaire ».

La Russie a pris le contrôle de deux champs aériens en Géorgie d'où étaient prévues des frappes contre l'Iran. Les forces russes ont aussi vraisemblablement récupéré des armes et des drones espions israéliens qui auraient été utiles à la surveillance de cibles iraniennes potentielles [23] ».

Le même journal, citant Dmitry Rogozin affirmant que le renseignement militaire russe avait saisi des documents prouvant que Washington avait entamé « des préparations militaires actives sur le territoire géorgien » pour des frappes aériennes contre l'Iran, a ajouté des informations concernant l'implication israélienne :

« Israël avait fourni à la Géorgie des drones sophistiqués Hermes 450 UAV, de multiples lance-roquettes et d'autre équipement militaire que la Géorgie a utilisé, avec des chars d'assaut géorgiens modernisés fabriqués par les soviétiques, dans son attaque contre l'Ossétie du Sud. Des instructeurs israéliens ont par ailleurs aidé à entraîner des troupes géorgiennes [24] ».

Au lieu de voir les guerres de la dernière décennie – contre la Yougoslavie, l'Afghanistan et l'Irak – et l'expansion concomitante de la présence militaire des États-Unis et de l'OTAN dans ces trois pays et dans plusieurs autres dans leur périphérie comme une série d'événements sans liens, on doit voir la tendance pour ce qu'elle est : une stratégie constante et calculée employant chaque zone de guerre successive comme une rampe de lancement pour une nouvelle agression.

Le Pentagone possède d'importantes bases militaires au Kosovo, en Afghanistan et en Irak qu'il n'a pas l'intention d'abandonner. Les États-Unis et ses alliés de l'OTAN ont des bases en Bulgarie, en Roumanie, au Kirghizstan, au Tadjikistan, en Ouzbékistan, au Koweït, au Bahreïn (où se trouve le quartier général de la 5e flotte de la Marine étatsunienne) et dans d'autre pays à proximité des zones de guerres des dix dernières années qui peuvent servir aux conflits des dix, vingt ou trente prochaines années.

Article original en anglais : [Black Sea Crisis Deepens As US-NATO Threat To Iran Grows](#), le 16 septembre 2009.

Traduction : Julie Lévesque pour Mondialisation.ca.

Notes

- 1) New York Times, 9 septembre 2009
- 2) Ibid
- 3) Russian Information Agency Novosti, 15 septembre 2009
- 4) Ibid
- 5) Wikipedia
- 6) Agence France-Presse, 8 septembre 2009
- 7) Trend News Agency, 9 septembre 2009
- 8) Minist`re de la Défense de la Géorgie, 14 septembre 2009
- 9) Turkish Daily News, 30 janvier 2007
- 10) Secrétaire d'État des États-Unis
- 11) The Financiarul, 9 septembre 2009
- 12) Infotag, 11 septembre 2009
- 13) Bloomberg News, 15 septembre 2009
- 14) Ibid
- 15) Stars and Stripes, 15 septembre 2009
- 16) Ibid
- 17) Stars and Stripes, 13 septembre 2009
- 18) Russian Information Agency Novosti, 17 septembre 2008
- 19) Russia Today, 17 septembre 2008
- 20) Russian Information Agency Novosti, 1er octobre 2008
- 21) Fars News Agency, 2 octobre 2008
- 22) Today.AZ, 20 octobre 2008
- 23) The Hindu, 13 octobre 2008
- 24) The Hindu, 19 septembre 2008

La source originale de cet article est Stop NATO

Articles Par : [Rick Rozoff](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca